

Effectuer une recherche dans :



Tous les contenus



Dans tous les champs



Ex. : L. 121-1, CGI, 10-15056, dol, majeurs protégés

[RECHERCHE AVANCÉE](#)[« Article précédent](#)[Article suivant »](#)

IMPRIMER



COPIER LE TEXTE

## Code pénal

Rechercher dans le texte...

 Rechercher dans cet article Rechercher dans tout le code[Réinitialiser](#)

ChronoLégi

« Article 121-3 - Code pénal »

Version à la date

d'aujourd'hui

ou du

18/01/2022

[Voir les modifications dans le temps](#)

### Version en vigueur depuis le 11 juillet 2000

## Code pénal

### Partie législative (Articles 111-1 à 727-3)

#### Livre Ier : Dispositions générales (Articles 111-1 à 133-17)

#### Titre II : De la responsabilité pénale (Articles 121-1 à 122-9)

#### Chapitre Ier : Dispositions générales (Articles 121-1 à 121-7)

### Naviguer dans le sommaire du code

#### > Article 121-3

Version en vigueur depuis le 11 juillet 2000

[Modifié par Loi n°2000-647 du 10 juillet 2000 - art. 1 \( \) JORF 11 juillet 2000](#)

Il n'y a point de crime ou de délit sans intention de le commettre.

Toutefois, lorsque la loi le prévoit, il y a délit en cas de mise en danger délibérée de la personne d'autrui.

Il y a également délit, lorsque la loi le prévoit, en cas de faute d'imprudence, de négligence ou de manquement à une obligation de prudence ou de sécurité prévue par la loi ou le règlement, s'il est établi que l'auteur des faits n'a pas accompli les diligences normales compte tenu, le cas échéant, de la nature de ses missions ou de ses fonctions, de ses compétences ainsi que du pouvoir et des moyens dont il disposait.

Dans le cas prévu par l'alinéa qui précède, les personnes physiques qui n'ont pas causé directement le dommage, mais qui ont créé ou contribué à créer la situation qui a permis la réalisation du dommage ou qui n'ont pas pris les mesures permettant de l'éviter, sont responsables pénalement s'il est établi qu'elles ont, soit violé de façon manifestement délibérée une obligation particulière de prudence ou de sécurité prévue par la loi ou le règlement, soit commis une faute caractérisée et qui exposait autrui à un risque d'une particulière gravité qu'elles ne pouvaient ignorer.

Il n'y a point de contravention en cas de force majeure.

Versions

Liens relatifs

